

Petit lexique techno-méto-politain

Jean-Pierre Garnier

Les mots du pouvoir sont rarement innocents. Ceux qui accompagnent les évolutions urbaines actuelles n'échappent pas à la règle. Une novlangue — au sens où Georges Orwell définissait ainsi un langage totalitaire innovant interdisant toute pensée critique du pouvoir en place — méto-techno-politaine est mise au service de l'ordre urbain, socio-économique et technologique imposé par les classes dominantes. Pauvre et répétitive, cette sémantique matraquée jusqu'à la nausée n'en est pas moins une arme de guerre sociale.

Le langage basique des aménageurs à l'heure de la « métropolisation » des « eurocités » est à la fois succinct et infra-théorique. Ce qui peut se comprendre : l'action doit primer sur la réflexion. Mais cette action, pour être menée à bien sans susciter d'opposition, suppose un formatage de l'opinion. C'est pourquoi le verbe n'est pas seulement descriptif mais aussi roboratif : il doit susciter l'adhésion - voire l'enthousiasme. Cependant, à la différence de la propagande des régimes dits totalitaires, où la politique était « au poste de commande » dans le choix du vocabulaire, c'est la technique qui sert de référent ultime à celui-ci, garante d'efficacité et d'objectivité. Présentée comme une seconde nature, la technique imprime aux décisions prises le sceau de l'inéluctabilité : il ne s'agit plus de gouverner mais de gérer. D'où le remplacement du terme de « gouvernement » par celui, importé du monde de l'entreprise (et des États-Unis) de « gouvernance ».

On aurait pu croire que les critiques dont l'idéologie technocratique fit l'objet à la belle époque de la « contestation du système » (années 60-70) avaient laissé des traces. Il n'en est rien. À la faveur de la dépolitisation massive consécutive à la succession d'« alternances » politiciennes sans alternatives politiques, le scientisme et le technicisme ont opéré un retour en force dans les discours des gouvernants et de leurs servants, chercheurs en sciences sociales compris. Pour la plupart, ces derniers n'ont rien trouvé de mieux que de faire écho aux gouvernants en se bornant à enrober les stéréotypes langagiers en usage parmi la technocratie aménageuse de circonlocutions plus pédantes que savantes pour les parer des plumes de la scientificité.

De ce verbiage éminemment consensuel, les exemples fourmillent. De même que, parallèlement, on s'évertue à nier le caractère oligarchique du pouvoir local en place en adjoignant au terme « démocratie » censé le définir l'épithète pléonastique « participative », auquel on ajoutera parfois, pour faire bon poids, celui de « citoyenne », on parlera à nouveau de « prospective », comme au temps des soi-disant « Trente glorieuses », mais en précisant qu'elle sera désormais « partagée ». Par qui ? On ne le sait. Seuls les mauvais esprits feront remarquer qu'elle ne le sont que par une minorité de « décideurs », publics ou privés, les premiers étant de plus en plus soumis aux seonds.

En ces temps interminables de « crise », où la morosité a gagné une bonne partie de la population, il faut user de mots susceptibles de lui redonner espoir. C'est pourquoi le « futur », l'« avenir » ou, plus littéraire, le « devenir », ont repris du service dans les discours dominants - évidemment dépouillés de la connotation pessimiste, sinon nihiliste, que leur avait insufflée la mouvance « punk » puis «

destroy » dans les années 70. Si l'on se garde de promettre « radieux » les temps à venir comme s'y était risquée la propagande stalinienne, ils sont néanmoins présentés comme rians grâce aux innombrables « révolutions » scientifiques et techniques (informatique, numérique, communicationnelle, bio- et nano-technologique...) qui jalonnent plus que jamais l'évolution de l'humanité dans sa marche en avant guidée par le « progrès ». Ainsi qualifie-t-on d'« avancée » n'importe quelle « innovation », quand l'expérience prouve qu'elle peut être synonyme de régression. Tout ce qui évoque le « mouvement » est, par conséquent, empreint de positivité, le mouvement du capital et ses effets de plus en plus délétères n'étant, bien entendu, jamais mentionnés.

Dans le champ urbain, comme ailleurs, cet aggiornamento linguistique fonctionne selon deux principes : la fabrication de néologismes plus oxymoriques ou pléonastiques les uns que les autres et le recyclage sans fin de termes anciens. Ainsi en va-t-il du vocable « technopole » — ou « technopôle » — mis sur orbite dans les années 80 du siècle dernier, et de celui de « métropole », qui connaît une nouvelle vogue depuis le début du siècle.

Le succès du terme « technopole » en France est contemporain de la période où la gauche institutionnelle parvenue au pouvoir remisait au grenier à chimères les idéaux socialistes aux nom desquels elle l'avait conquis, pour se rallier à l'entreprise, au marché et au profit subsumés sous le sceau de la « modernisation ». Laquelle, au cours des deux décennies précédentes, avait déjà servi de signe de ralliement à la technocratie gaulliste lorsque Georges Pompidou était Premier ministre, puis aux promoteurs du « libéralisme avancé » quand Valéry Giscard d'Estaing occupa l'Élysée. Mais le contexte avait changé. Décentralisation aidant, il revenait dorénavant aux élus locaux « de gauche » des grandes villes, non plus de mettre en œuvre de l'« autogestion » sur le plan local dans une perspective de « rupture avec le capitalisme », mais de « moderniser la France » en faisant de ses villes des « pôles d'excellence » résultant de la combinaison gagnante enseignement supérieur/recherche/industrie, baptisée « synergie » pour donner du tonus à cette fructueuse collaboration.

Ainsi naquirent, au moins sur le papier, les « technopoles », dotées chacune d'un ou plusieurs « technopôles » spécialisés selon la branche d'activité (informatique, biotechnologie, médecine, etc.) et qui allaient rivaliser entre elles, et pour certaines, avec leurs homologues des pays voisins, dans la course à la « compétitivité » et à l'« attractivité ». Dans les campagnes de marketing urbain, c'est à qui se targuerait de mériter le plus le label « technopolitain », sans voir ou en feignant d'ignorer que dans la *technopolis*, la Technique, adulée comme une nouvelle divinité, a fini par dissoudre le sens que l'histoire avait donné au mot « Cité ».

Plus d'une vingtaine d'années plus tard, ce modèle urbain n'a pas changé, mais l'échelle s'est élargie. Dans les discours, qu'ils soient médiatiques ou pseudo-scientifiques, la technopole s'est transmuée en « métropole ». Que s'est-il passé ? Tout simplement, en même temps que la concentration continue du capital, la centralisation et la concentration des fonctions directionnelles, des services afférents et des catégories sociales correspondantes se sont poursuivies, et l'espace central où elles avaient pris place s'est révélé trop petit. Du coup, le cœur des agglomérations ne pouvait plus se limiter au centre-ville. L'urbanisation devait acquérir une dimension régionale. Les géographes ne parlaient-ils pas de « région urbaine » ? D'où l'exhumation de la notion de « métropole », mais pourvue d'un sens

positif qu'elle avait fini par perdre durant le siècle dernier où l'on ne discernait plus en elle que gigantisme, massification, robotisation, anonymat, «foule solitaire»... Qu'à cela ne tienne : il suffira, comme le veut la novlangue dont Georges Orwell avait exposé la logique, de reprendre le même mot tout en changeant sa signification. Ce qui différencie aujourd'hui la «métropole» des villes de taille inférieure, ce n'est plus tant la grandeur que la hauteur dans la hiérarchie des valeurs : «hautes technologies», «hautes qualifications», «hauts revenus», équipements «hauts de gamme» et, impératif écologique aidant, « haute qualité environnementale ».

Cette folie des hauteurs, contrairement à ce que l'on serait tenté de croire, n'est pas le propre des classes supérieures, c'est-à-dire des bourgeois, mais de celles situées à un échelon immédiatement inférieur, les strates supérieures de la petite bourgeoisie intellectuelle, scolairement et culturellement dotée, dont les représentants tiennent les leviers de commande au niveau régional, départemental, municipal et maintenant « métropolitain ». Ingénieurs, cadres, universitaires, chercheurs constituent le vivier principal dont sont issues les nouvelles élites locales, encartées, pour les plus ambitieux, dans les partis dits « de gouvernement » afin de donner un tour démocratique, via l'élection, à leur irrésistible ascension. « *Le néo-petit bourgeois se doit de parler au nom des petits pour devenir grand* », estimait Pierre Bourdieu à l'époque où la petite bourgeoisie intellectuelle française se réclamait du prolétariat, de la classe ouvrière ou du « peuple de gauche » pour mettre, avec leur soutien, « l'imagination au pouvoir », c'est-à-dire elle-même. Enfin parvenue à ses fins, l'air des cimes l'a comme grisée.

D'où ces proclamations ronflantes des maires, des présidents de Conseils généraux devenus « départementaux » ou régionaux, secondés par la technocratie aménageuse et relayés par les médias, avec le label scientifique de têtes pensantes diplômées inféodées aux précédents. Chacun vantera ainsi, avec d'emphase, les « atouts » du territoire qu'il a pour mission de « dynamiser », de faire « rayonner » et de rendre « attractif » aux yeux des « investisseurs » et de la « matière grise ». Et ce dans le cadre européen de « la concurrence libre et non faussée » qui, pour ne pas avoir été inscrite dans le projet de constitution rejeté par le peuple, n'en régit pas moins désormais les rapports entre « métropoles », comme les rapports sociaux en général.

Un peu plus d'une centaine de substantifs, une trentaine de qualificatifs, à peine une quarentaine taine de verbes composent le lexique techno-métropolitain. Une liste assez courte, à l'instar de la pensée qu'elle résume. Mais elle suffit, pour les raisons évoquées plus haut, à résumer les grandes lignes de la vision du monde urbain véhiculée par les promoteurs de la technopolisation ou de la métropolisation. Décortiquer ce que recouvre cette vision, mettre au jour les intérêts qu'elle dissimule, dégager les logiques, les processus et les mécanismes sociaux des politiques urbaines qu'elle inspire nécessiterait, certes, le recours à une foule de concepts et d'arguments puisés dans la théorie critique. Ce que s'entêtent à faire une poignée de penseurs « radicaux », héritiers de Karl Marx et de Henri Lefebvre, tels le géographe anglais David Harvey ou le sociologue étasunien John Bellamy Foster, lesquels n'ont de cesse de dévoiler les tenants et les aboutissants de l'urbanisation du capital. Ce n'est évidemment pas là le propos des apologistes de la métropolsation, qu'ils en soient les « acteurs » ou les commentateurs autorisés.

« Décideurs » et chercheurs, même combat : il ne s'agit pas de penser au-delà de ce qui est indispensable à l'action, et encore moins de critiquer cette dernière, mais d'« impulser », de « dynamiser » et de « mobiliser ». Tout au plus pointer-t-on les « dysfonctionnements » qui peuvent en résulter, afin d'être en mesure de les

éliminer. On parlera alors de « tensions » ou de « distorsions », métaphores empruntées à la physique, c'est-à-dire à une « science dure » non suspecte de mollesse à l'égard de l'« idéologie » - anticapitaliste, faut-il le préciser - qui porte à les appréhender en termes de contradictions et à y discerner les manifestations spatiales d'une domination sociale.

Avec des idées simples en forme de slogans, on s'attachera donc à exalter l'accession de villes triées sur le volet au « club très fermé des technopoles », pour reprendre l'une des expressions favorites de feu le maire de Montpellier, Georges Frêche, et au rang de « métropoles » pour celles qui auront le plus phagocyté leur environnement rural. Ce qui donnera, par exemple, dans la prose d'un groupe de chercheurs parmi tant d'autres : « *Dans la plupart des classements internationaux, x... [n'importe quelle « ville européenne », voire « globale », au choix] gagne des places, ce qui est sans doute l'élément le plus significatif de sa capacité actuelle d'attraction et de rayonnement* ». Ou encore : « *La gouvernance métropolitaine met à profit une relative convergence d'intérêts publics et privés pour faire du développement économique sa priorité, et favoriser le placement de x... [idem] dans la concurrence entre villes nationales européennes voire mondiales* » [1].

En peu de mots, on ramasse ainsi une pensée qui n'en requiert pas plus, dissuadant de s'interroger sur la signification politique des phénomènes et des pratiques qu'ils désignent pour, au contraire, les « valoriser » et les « promouvoir », comme le veut toute propagande en faveur de l'ordre établi, fût-il urbain, comme c'est le cas ici.

On trouvera ci-après les mots-clefs de la novlangue techno-métropolitaine sans prétendre à l'exhaustivité, encore que la liste proposée soit bien près de s'en approcher.

Notes

[1] Ces citations sont extraites de *Sociologie de Lyon*, ouvrage collectif pondu par quatre sociologues du cru (La Découverte, 2010).

Substantifs

acteurs	effort	osmose
adaptation	émergence	
ambition	enjeu	palmarès
atout	énergie	partenariat
attractivité	entrepreneur	pôle
avenir	essor	pépinière
avancée	entreprise	placement (voir:
carrefour	essaimage	process
	excellence	projet
<i>challenge</i> (voir défi) eurocité		position
circulation potentiel		
circuit		
catalyseur	faisabilité	

communication	fertilisation	
compétition	flux	rang
compétitivité	futur	rayonnement
concurrence		reconversion
complexité	gestion	réseau
gouvernance		ressource(s)
coopération		
couveuse (voir entreprise)	hybridation	savoir (-faire)
crèche (voir entreprise)		stratégie
	image	suivi
	information	synergie
	investisseur	
	interconnexion	
décideur		
défi (voir challenge)	information	technologie
devenir	incubateur	technopole (-
diffusion	initiative	terrain
dynamisme	intelligence	transfert
disruptif		talents
	lanceur (voir projet)	
		valorisation
	matière grise	vitrine
		veille
	métropole	volonté
	mobilisation	veille (techno)
	mobilité	
	mondialisation	
	mutation	
	matière grise	
	métropole	
	mobilisation	
	mobilité	
	mondialisation	
	mutation	

épithètes

actif	
compétitif	inclusif
collaboratif	innovant
concurrentiel inclusif	
créateur	
créatif	novateur
collaboratif	
	ouvert
diversifié	
durable	performant
dynamisant	porteur

dynamique

créateur

créatif

croisée (voir fertilisation)

responsable

solidaire

systémique

Verbes

accompagner

animer

associer

favoriser

fédérer

finaliser

maîtriser

mobiliser

motiver

catalyser

créer

développer

diffuser

dynamiser

éclore

évaluer

gérer

identifier

impulser

impacter

initier

innover

interconnecter

investir

lancer

optimiser

promouvoir

rassembler

rentabiliser

rééquilibrer

tester

valoriser

Vision et version *soft* de l'«économie de marché»

Vison *hard* du capitalisme

Langue de poix (visqueuse et gluante)
du citoyenisme bien pensant

Langue de poids (managériale)
des gens qui pèsent et ont du pèze

urbanité

citoyenneté

civilité

cohésion sociale

bienveillance

vivre ensemble

solidarité

coopération

co-construction

participation

mixité

communauté

convivialité

proximité

démocratie participative

efficacité

faisabilité

productivité

rentabilité

attractivité

compétitivité

mobilité

flexibilité

profitabilité

employabilité

minorité
identité
diversité

gros mots (contraires à l'objectivité et la neutralité scientifiques)

aliénation	marginalisation
ségrégation	relégation
«bobo»	spoliation
bourgeoisie	spéculation
classe(s)	
dépossession	
domination	
exploitation	
<u>expulsion</u>	
<u>pauvreté</u>	
petite bourgeoisie intellectuelle	
précarité	
prolétariat	